



Exploitation dangereuse des enfants réfugiés syriens sévissant en Jordanie

Les enfants qui ont fui la violence en Syrie pour trouver refuge en Jordanie sont de plus en plus contraints de travailler de longues heures à bas salaires pour aider leurs familles à survivre, selon un nouveau rapport de l'Observatoire Euro-Méditerranéen des droits de l'Homme et du Réseau syrien pour les droits de l'Homme. On estime qu'au moins 60 000 enfants de Syrie travaillent dans des conditions d'exploitation, qui sont souvent dangereuses, et sans aucune surveillance gouvernementale réelle.

Le rapport, intitulé « Lassitude des jeunes: le travail des enfants réfugiés syriens en Jordanie » estime que 51,4 % (668 000) des 1,3 million de Syriens vivant en Jordanie sont des enfants. Un groupe encore plus négligé est composé des 16 000 Palestiniens qui ont fui de Syrie vers la Jordanie, dont environ 6 560 sont des enfants. Même les adultes de ce groupe ne sont pas autorisés à travailler en Jordanie.

Sur la base des informations recueillies lors d'entrevues avec des enfants travailleurs, leurs familles et les employeurs et les organismes gouvernementaux concernés et les ONG, le rapport souligne la dynamique qui force les enfants à travailler au lieu d'aller à l'école. Le principal facteur est le coût élevé de la vie; Amman, la capitale de la Jordanie, est considérée comme la ville la plus chère du Moyen-Orient. En outre, environ 10 % seulement des réfugiés sont admissibles à une aide en espèces du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR). Pourtant, de nombreuses familles ont perdu leurs soutiens financiers dans la guerre civile; 30 % des familles palestino-syriennes sont dirigées par des femmes.

Les autres facteurs qui alimentent le travail des enfants sont la demande de travailleurs à bas salaires par les employeurs jordaniens et l'incapacité des écoles du pays à accueillir l'afflux de réfugiés. Le rapport documente que 80 % des enfants qui travaillent n'ont pas le droit à des vacances et ont des salaires de 90-150 dinars par mois (127-211 US \$) --beaucoup moins que le salaire minimum en Jordanie. Dans le camp de réfugiés d'Al-Zaatari (le plus grand camp du Moyen-Orient et le deuxième plus grand dans le monde entier), 24 % des enfants travailleurs ont déclaré dans un récent sondage ne recevoir aucun paiement; 15 % ont été soumis à des violences physiques. A travers la Jordanie, plus d'un tiers des enfants travailleurs déclare avoir subi des blessures au travail nécessitant un traitement. Pendant ce temps, on estime que 90 000 enfants réfugiés en provenance de Syrie ne reçoivent aucune éducation.





« Les familles de ces enfants ont fui l'oppression dans un pays, seulement pour la retrouver dans un autre pays », a déclaré Ihsan Adel, conseiller juridique de l'Observatoire Euro-Med. « Il est vrai que la Jordanie a accueilli un grand nombre de réfugiés généreusement. Cependant, ces enfants ont droit à la protection, l'éducation et les dignités humaines de base. Ceci est de la responsabilité à la fois de la Jordanie et de la communauté internationale, qui n'a pas encore assumé sa part du fardeau des réfugiés créé par la crise syrienne. »

La Jordanie est un signataire de la Convention internationale sur les droits de l'enfant, qui interdit le travail des enfants de moins de 16 ans, ainsi que l'exploitation économique et tout travail susceptible d'être dangereux. Cependant, cela n'a pas été mis en œuvre sur le terrain en raison de la faiblesse de la surveillance du gouvernement, de la pénurie d'inspecteurs et de l'absence de sanctions efficaces pour ceux qui emploient et exploitent les enfants.

L'Observatoire Euro-Med et le Réseau syrien pour les droits de l'Homme appellent le gouvernement jordanien à :

- allouer des inspecteurs pour identifier et pour mettre un terme au travail inapproprié et dangereux des enfants.
- recueillir et diffuser publiquement des statistiques annuelles sur l'ampleur du défi.
- faciliter le processus requis pour les réfugiés pour obtenir une autorisation de travail légal.
- lever l'interdiction de l'emploi des réfugiés dans les secteurs professionnels.
- construire de nouvelles salles de classe et embaucher des enseignants pour accueillir les enfants réfugiés.
- créer des opportunités pour la formation professionnelle alternative.
- traiter les palestino-syriens de la même manière que leurs homologues syriens.

Le rapport appelle également les organisations internationales à fournir à la fois au gouvernement jordanien et aux réfugiés eux-mêmes plus de matériel et de soutien technique, et à intensifier leur rôle dans la lutte contre le travail des enfants.

